

# LA GRANDE RAFLE DES KONGOS

A Saint-Domingue, un esclave coupeur de canne à sucre se vend 15 pesos

champs de canne en république Dominicaine. « Loués » par leur gouvernement le temps d'une récolte, on leur a donné le nom des derniers esclaves arrachés à l'Afrique : « kongos ». Mais cette année, même les kongos ne sont pas venus. Le flux semblait pourtant immuable depuis le 14 novembre 1966, date du premier contrat signé entre Papa Doc et l'ex-président dominicain. Le document, superbe de précision, détaille les conditions de travail... Dommage que les kongos ne sachent pas lire, eux qui reviennent — quand ils reviennent —, exsangues et les mains souvent vides, de ces saisons en enfer. Un seul article est scrupuleusement respecté, celui qui fixe le « dédommagement » en dollars versés par Saint-Domingue au gouvernement de Port-au-Prince : 3 millions de dollars en 1983. Vingt dollars par tête, le prix des kongos.

Dès les premiers troubles en Haïti, Jean-Claude Duvalier a fait monter les enchères. A la mi-décembre, un haut militaire dominicain a dû prendre l'avion pour Port-au-Prince. Mission : remettre personnellement à Baby Doc deux



D. R. DÉPORTÉ DU TRAVAIL HAÏTIEN DANS UN CHAMP DE CANNE À SUCRE DOMINICAINE

« Je ne me promène jamais sans armes », hurle Pimpim en montrant son colt et la longue machette calée entre les sièges de son 4x4 de luxe. En pleine nuit, mon conducteur dominicain roule à plus de 100 km/h sur la piste défoncée. La climatisation jette un froid polaire. La radio, poussée au maximum, crache un merengué à faire exploser les vitres du véhicule. Au bord de la route, des gosses noirs dansent cul nu autour de grands feux de bois. On traverse des villages où des filles en robe lamée violette traînent en roulant des hanches. Derrière nous, Haïti, les militaires et la frontière fermée pour cause de révolution.

« Muy malo » (très mauvais), râle Pimpim.

Depuis dix ans, il passe des cargaisons entières de riz et de sucre en Haïti et revient ici en république Dominicaine au volant de véhicules neufs. « Jamais de problèmes de visa », sourit le trafiquant. Tous les militaires le connaissent et, de l'autre côté, quelques amis macoutes lui facilitaient le travail « grâce à leurs relations ». C'est fini.

Foutue révolution ! Depuis, la frontière ne s'ouvre plus sans un authentique laissez-passer. Du coup, les routes restent désertes, Pimpim est écoeuré et le pays connaît la crise. Chaque année, dès novembre, 15 000 à 20 000 saisonniers haïtiens, poussés par le chômage, acceptent de venir pendant six mois courber le dos dans les

millions et demi de dollars, la moitié de l'avance sur contrat. « La famille Duvalier a toujours tenu à s'occuper elle-même de ce genre d'affaire », grince un conseiller présidentiel à Saint-Domingue. Malgré les risques, les Dominicains ont payé et ils étaient prêts à rouvrir leurs frontières. Mais, en Haïti, l'heure était à la révolte, le régime Duvalier s'est effondré quelques jours plus tard et l'argent s'est envolé avec le président. Pour les Dominicains, le coup est très dur. La canne couvre ici un tiers des terres cultivées. Malgré un cours mondial en chute libre, le sucre reste le premier produit à l'exportation. Pour survivre, le pays est donc condamné à produire



D. R.  
BIDONVILLE DES COUPEURS DE CANNE DANS LA RÉGION DE BARAHONA

plus et moins cher. Mais les Dominicains refusent de couper la canne, « ce travail de nègre ». A l'autre bout de l'île, les Haïtiens ont toujours fui leur pays, la faim, la misère et les tontons macoutes. Par générations entières. 300 000 réfugiés vivent déjà en république Dominicaine. Les plus forts ouvrent de petits commerces ou se louent comme journaliers ; les autres finissent piégés dans les champs de canne. On les surnomme les « viejos », les « vieux ». A l'heure de la récolte, les « vieux » ne suffisent pas à la tâche. Cette année, 1 200 000 tonnes de canne attendent d'être coupées et, sans kongos (saisonniers), une partie de la récolte risque de pourrir sur pied.

« Foutue révolution », crache une dernière fois Pimpim avant de m'abandonner, à demi sourd et transi de froid, dans la région de Barahona. Tout autour, la canne, chiendent rêche et coupant, déborde des fossés et étouffe le paysage. La forêt de sucre encercle un village. D'un côté, les maisons en dur et en couleur des ouvriers dominicains ; de l'autre, une simple étendue de terre et des paillotes crasseuses penchées vers le sol comme après le passage d'un mauvais coup de vent tropical : un batey, le bidonville haïtien des coupeurs de canne. Pas d'eau courante, pas d'électricité, parfois pas de lit : ils n'ont rien. Pas d'hôpitaux, d'écoles, de syndicat ou de prêtres : moins que rien. « Ici, on vit et on meurt comme des bêtes », soupire Charles Michel, 35 ans, un vieillard. Dans un pays où traiter l'autre d'Haïtien est une insulte grave, il ne fait pas bon être un immigrant sans papiers. Ses enfants ne sont plus haïtiens, ils ne seront jamais dominicains. Nationalité : « viejos », habitant du batey. Sa vie : douze heures par jour au ras du sol, la machette à la main, à frapper la canne jusqu'à s'en démonter l'épaule. La poussière végétale rend aveugle, les roseaux coupés déchirent les mains nues et le soleil des

Caraïbes enflamme la terre et les corps. Journées de feu. Le travail se paie à la tâche, 2,95 pesos — moins de huit francs — la tonne de canne. Couchée sur le sol, la canne sèche et perd son poids, surtout si l'ouvrier qui mène le chariot à bœufs « oublie » de la charger : « Hé, Haïtiano, tu n'es pas le seul à attendre et les autres me donnent un peso par cargaison... »

Au pesage, la canne perd encore deux à trois cents kilos ; les balances sont truquées. Le « vieux » ne reçoit jamais l'argent mais des coupons payables chaque quinzaine. Le seul épicier du batey n'accepte ces « bouts de papier » qu'en prélevant 10 % au passage. Et

Douze heures  
par jour au ras du sol,  
la machette  
à la main

tout crédit, inévitable, coûte 20 % de plus. Coupe, transport, pesage, salaire..., le « vieux » est volé, pressé, broyé comme la tige de canne dans l'usine à sucre. Salaire final ? La question fait éclater l'équipe des « vieux » d'un rire nerveux. Dans la cabane de tôle surchauffée, il y a Charles Michel, Raymond Gracia — ou Ramon, il ne sait plus — né dans ce batey de Palmejero, près de la capitale, et Prosper Felix, dernier survivant d'une famille massacrée par Papa Doc. Salaire : de quoi manger un bol de riz et de pois une fois par jour. Pas tous les jours. Ici, seules les prostituées achètent de la viande. Pour le geste, on suce la canne à sucre. Fuir ? Les gardes sont armés de fusils. Se plaindre ? « A quoi sert de parler au vent quand il n'a pas

d'oreille », souffle Charles Michel, le « viejo ». Le 13 février dernier, on a retrouvé son meilleur ami, celui avec qui « la vie faisait moins chagrin », mort depuis deux jours dans le champ de canne, sa machette à la main. Un mois plus tôt, une ligne haute tension s'est abattue sur la cabane de tôle d'un voisin. Quand l'homme s'est réveillé, le sol de sa cabane fumait. Il est mort en posant le pied par terre, foudroyé. « Vieux » ou kongos, l'eldorado dominicain n'est qu'un piège pour Haïtiens. Ils fuyaient la faim de leur pays, ils la retrouvent ici, au bout du chemin.

Dehors, le batey s'agite. Un groupe d'hommes inconnus revient du travail. L'un d'eux montre son poignet gonflé et douloureux, il n'avait jamais coupé la canne auparavant. Le paysan vivait à Boya, à 120 kilomètres au nord, loin des bateys et des champs de canne à sucre. Avant-hier, à minuit, les militaires ont défoncé la porte de sa cabane. Sans lui laisser le temps de prendre ses vêtements, on l'a jeté dans un camion vers la prison la plus proche. Les voisins ont pillé la maison de sa famille. En cellule, les Haïtiens ont passé toute la nuit attachés les uns aux autres. Les droit commun dominicains les ont battus ; les gardes ont vidé leurs poches avant de les expédier de force dans les champs de canne. « On nous a vendus à la plantation, 15 pesos par tête. »

Dans sa grande villa près de l'usine à sucre, le super-intendant Césaire Bonilla a enfin terminé sa sieste : « Il nous faut bien remplacer le manque de kongos, n'est-ce pas ? Les paysans ne sont pas enrôlés de force mais invités, seulement invités à venir travailler. Vous savez, historiquement, les Haïtiens sont toujours venus ici pour couper la canne. Et ils adorent ça... » Le super-intendant se gratte le ventre d'un air las : « Bien sûr, ils pourront rentrer chez eux... dès que cela sera possible. » Que d'histoires, Gringo, pour 75 hommes à peine ! Au batey, un contremaître révolté rectifie : « Pas 75 hommes. Je les ai comptés : 285 hommes ! »

A Dajabon, à la frontière nord-ouest, à Santiago au nord, à Bayguana à l'est, à Sabane Grande de Boya près de Saint-Domingue..., partout les Haïtiens sont arrêtés dans les champs, sur les routes ou chez eux pour être expédiés de force dans les usines à sucre. Un séminariste, contrôlé à un carrefour, a même failli se retrouver lui aussi dans les champs de canne. Enlevés, séquestrés, volés, vendus pour pallier le manque de kongos... « Une nouvelle traite de nègres qui touche entre 15 000 et 20 000 personnes », affirme un responsable politique haïtien, installé à Saint-Domingue, qui vient d'enquêter dans les bateys du pays.

« En aucun cas, il ne s'agit d'une décision gouvernementale, se défend Fulgencio Espinal, le bras droit du président dominicain. Mais il est possible que des excès soient commis. Nous avons d'ailleurs lancé une enquête. »

A l'ambassade haïtienne de Saint-Domingue, les fonctionnaires de l'ancien régime Duvalier sont toujours en poste et ils ne semblent pas réellement inquiets. Le scandale du contrat des kongos, le sort des « vieux », la grande rafle des réfugiés... Le fonctionnaire haïtien dissimule mal un air agacé : « L'important, voyez-vous, est de ne pas avoir une approche émotionnelle de la question... »

JEAN-PAUL MARI